



CHARONNE, IL Y A 50 ANS

## 1962 - 2012

Le PCF et notre section commémorent le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie. Le cessez-le-feu du 19 mars 1962, suivant les accords d'Evian, marque la fin d'une guerre ignoble dont les valets du colonialisme ont tu le nom jusqu'en 1999.

Pour le peuple algérien et les combattants de la liberté, y compris ces « européens » le plus souvent communistes qui firent ce choix, d'une autre façon pour les appelés de l'armée française, c'est le début de la fin d'un cauchemar qui aura causé la mort de centaines de milliers d'Algériens, de dizaines de milliers de Français.

**L'impérialisme français, l'impérialisme en général s'était acharné dans le crime. Il a dû reconnaître sa défaite.**

Le mouvement communiste international, les pays socialistes, ont fait preuve d'une solidarité sans faille vis-à-vis des forces émancipatrices, même s'ils pouvaient pressentir qu'elles ne s'engageraient réellement dans la construction du véritable socialisme, ce qui s'est vérifié.

**En France, le PCF, seul comme grande formation politique, a mené, de bout en bout, la lutte anticolonialiste, la lutte pour la paix et le droit du peuple algérien à disposer de lui-même.** Les « socialistes », Mitterrand en tête, avaient fait outrageusement le choix des colonialistes. De cela aussi il faut se souvenir. Il est proprement choquant que M. Delanoë ait été invité à intervenir officiellement à la cérémonie officielle en l'honneur des morts de Charonne.

**Le PCF Paris 15 a payé lourdement le prix de ce crime d'Etat.** Nous avons célébré dignement, comme chaque année, la mémoire d'Anne-Claude

Suite p. 2

## Déclaration, mars 2012:

Nous aurons voté et puis après?

## IL FAUDRA LUTTER

contre la super-austérité d'où qu'elle vienne, contre la politique du capital et de l'UE!

**Les puissances d'argent, le patronat préparent une attaque généralisée contre nos acquis sociaux et démocratiques.**

L'ère Sarkozy a gravement préparé le terrain. Il continue, il « charge la barque », quitte à compromettre sa réélection.

Sous l'égide de l'UE, au nom des déficits publics qu'ils ont eux-mêmes creusés, les gouvernements de droite ou de « gauche » s'attaquent tour à tour à tous les peuples européens. En Italie, le patronat a débarqué Berlusconi et c'est le gouvernement de Mario Monti, soutenu par la « gauche », qui s'applique à casser le contrat de travail, la sécurité sociale...

**En France, le temps semble suspendu aux jeux politiques de la campagne électorale des présidentielles, sur fond de large consensus des forces de l'alternance sur les questions économiques et sociales.**

Nous assistons à une formidable opération de conditionnement des esprits à de nouveaux reculs sociaux. Le choix se situerait entre l'austérité de droite ou l'austérité « équitable » de « gauche », ou encore entre TVA sociale et hausse de la CSG dans l'objectif de démantèlement du financement de la sécurité sociale. Pendant ce temps là, crise ou pas, les entreprises du CAC 40 réalisent 80 milliards d'euros de profits.

**Pour nous communistes, l'heure est à la préparation de la riposte,** suivant les exemples notamment de nos camarades grecs ou portugais, avec lesquels nous affirmons totale solida-

Suite p. 2

# ELECTIONS 2012—PCF

Godeau, militante CGT et PCF aux Chèques postaux et de Jean-Pierre Bernard, militant de la CGT aux Télécoms et du PCF, secrétaire de la section Pasteur. L'engagement contre l'exploitation capitaliste était pour eux indissociable de l'engagement pour la paix et contre l'impérialisme. L'Etat français et sa police les ont tués pour cela le 8 février 1962 avec 7 de leurs camarades. Tout cela, il faut le rappeler.

Le pouvoir gaulliste n'a pas fait le deuil de l'Algérie française de gaieté de cœur. Il a défendu âprement les intérêts de l'impérialisme dans le néocolonialisme. En rien, il ne pouvait accepter que la victoire du peuple algérien soit synonyme de victoire du mouvement ouvrier en France. La complaisance du pouvoir à l'endroit des fascistes de l'OAS, les crimes policiers calculés de Charonne ou du 17 octobre 1961 sont parties intégrantes de cette politique.

Sous d'autres formes, elle continue avec un capitalisme français affaibli, regroupé avec ses congénères dans l'UE et toujours aligné sur les USA et l'OTAN.

Voilà bien toute l'actualité de la commémoration de 1962 et de l'action du PCF et des communistes ! En 2011 et 2012, la France a continué la guerre en Afghanistan, en Côte d'Ivoire. Elle a participé au premier rang à la destruction de la Libye pour les intérêts pétroliers occidentaux. Un pseudo dirigeant de gauche comme Mélenchon a demandé au Parlement européen une intervention militaire. Il salue un marchand de canons comme Serge Dassault, reconnaissant en lui un « industriel efficace ». Il se réjouit de la vente des Rafales à l'Inde. Il déclare que « nous (lui !) les Français ne menaçons personne » pour mieux refuser la baisse des crédits militaires et le désarmement.

**Contre le colonialisme, le néocolonialisme, l'impérialisme et le militarisme, il n'y a décidément qu'une seule force sur laquelle compter : Les communistes !**

Quel encouragement de voir cinquante jeunes à la rencontre d'Henri Alleg dans notre section, à l'initiative des JC Paris 15, le 17 décembre dernier !

*Reproduction ci-dessus d'une toile du camarade Corvesse de l'Imprimerie nationale en hommage aux morts de Charonne.*

Suite de la page 1      rité contre la politique de l'UE, de l'euro et de la BCE.

Notre priorité, c'est la lutte, la construction du rapport de force contre la politique au service du capital et du patronat

**Elle implique une clarté sur les questions principales :**

- Nous nous engageons pour battre la droite et de faire reculer l'extrême-droite que l'on ne doit pas laisser dévoyer la colère populaire. **Ce n'est pas pour autant que nous entretiendrons d'illusions sur un changement possible de politique avec une majorité à direction social-démocrate.** Nous excluons toute reproduction de l'échec, encore lourd de conséquences, de la « gauche plurielle » entre 1997 et 2002.

- **Il n'y a pas de véritable changement possible dans l'intérêt des travailleurs sans rupture avec l'Union européenne du capital.** Nous rejetons toute illusion sur une « réorientation sociale » de l'UE. Notre lutte contre le nouvel accord européen se situe dans la suite de l'opposition fondamentale du PCF au traité de Maastricht instituant l'euro.

- Pour l'avenir, nous pensons que notre pays a besoin du PCF, de ce qu'il représente comme parti révolutionnaire dans l'histoire. **Nous refusons tout projet de recomposition politique à gauche incluant notre parti dans un bloc réformiste.**

**Nos prises de position, nos actions pendant la campagne électorale sont, en cohérence, dirigées vers le développement des luttes, pour le logement, l'école, la sécurité sociale, les services publics, les salaires et l'emploi... au plan national comme dans les quartiers et les entreprises du 15<sup>ème</sup>.**

**Il y a à peine un an, nous étions des millions, avec le soutien majoritaire de la population, à combattre la contre-réforme des retraites. Le potentiel existe pour mettre en échec la politique au service du patronat et du capital. D'abord par la lutte.** Les travailleurs, le peuple de France vont avoir besoin des communistes !

*Notre affiche sur les murs du 15<sup>ème</sup> :*

## **NOUS NE CONFONDONS PAS:**

1- la recherche par les acteurs du mouvement social d'un débouché politique à leurs luttes, qui amène à un soutien relatif mais réel à la candidature Mélenchon, illustré par le rassemblement à la Bastille le 18/03.

2- la volonté du système, des media, de certaines directions, défailtantes, d'organisations historiques du mouvement ouvrier en France, de diriger cette recherche vers Mélenchon et la recomposition politique du « Front de gauche ».

Mélenchon, le Miterrandien, le Maastrichien, rabat pour la social-démocratie, l'UE du capital derrière sa fumeuse et virtuelle « 6<sup>ème</sup> république » et veut siphonner ce qui reste de notre PCF...

**MELENCHON, PAS D'ILLUSION!**

Avant, après les élections

Face à la supra-austérité  
d'où qu'elle vienne

**PRÉPARONS LA RIPOSTE  
PAR LES LUTTES !**

contre le capitalisme  
et l'UE

PCF



[pcfparis15@orange.fr](mailto:pcfparis15@orange.fr)

## Patients, habitants, salariés, SOUTENONS

### LA GRÈVE DES URGENCES DE L'HEGP !

Au bout de semaines, de mois, d'années, une situation intenable ne peut plus tenir. Réunis en assemblée générale, les personnels du service des urgences de l'HEGP ont voté la grève à partir du 1<sup>er</sup> mars 2012. Leur sens de la responsabilité, leur esprit de service public les y amènent, comme le refus de la direction de l'hôpital d'apporter de véritables réponses à leurs multiples alertes.

Il n'est pas tolérable que par dizaines, des heures durant, tous les jours, des malades soient parqués sur des bran-cards dans les couloirs faute de lits.

Ce sont des conditions indignes pour les patients, nuisibles à la qualité des soins dénoncent les personnels avec leurs organisations syndicales CGT, FO et SUD.

Cette situation ne peut plus durer. Les revendications immédiates des personnels doivent être satisfaites. Elles relèvent du bon sens :

- Des lits (dit « lits d'aval ») doivent être réservés dans chaque service de l'HEGP pour les patients venant des urgences.

- Des postes supplémentaires doivent être créés dans le service lui-même.

**La situation n'est le résultat d'une fatalité mais de choix politiques qui ne cessent de s'aggraver contre l'hôpital public.**

Dès le départ, communistes, nous avons dénoncé l'opération HEGP lancée par M. Balladur, poursuivie par M. Kouchner.

L'ouverture de l'HEGP en 2000, dont la vocation était différente, s'est faite sur la base de la vente et de la destruction des hôpitaux Boucicaut, Broussais et Laënnec. Des centaines de lits ont été supprimés. L'hospitalisation de proximité a été particulièrement pénalisée.

Depuis, la fréquentation des urgences ne cessent d'augmenter. Elle a atteint 52.000 patients en 2010. La « nouvelle » carte des urgences en Ile-de-France a éliminé de nombreux sites dont celui de l'Hôpital Saint-Michel. D'autres services arrivent à l'HEGP.

L'engorgement des urgences, la pénurie de

lits, la dégradation des conditions de travail viennent de là.

Derrière, ils sont fondamentalement le résultat des choix financiers des gouvernements successifs qui étranglent l'hôpital public en

général, l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP) en particulier. Au nom de déficits artificiellement creusés, pour la direction de l'AP-HP et l'Agence régionale de santé, il faut toujours faire plus avec moins.

Les entreprises capitalistes gonflent leurs profits avec des déductions de cotisations sociales maladie.

Les cliniques et le secteur privé lucratif, dispensés des obligations de service public (pathologies les plus lourdes, formations...) profitent pleinement du système de la « tarification à l'activité » (T2A).

L'hôpital public trinque.

La logique de rentabilité financière à tout prix a de multiples effets pervers, y compris financiers. On le voit à l'HEGP. Pour essayer de garder leurs moyens, les services font du remplissage avec des interventions programmées. Il n'y a plus de places pour les urgences. A quoi s'ajoute le scandale des lits privés au sein même de l'hôpital public dont les moyens sont détournés, celui du gâchis des externalisations de prestations etc.

**Le service des urgences de l'HEGP vient de faire parler de lui. Le professeur Juvin, cadre de l'UMP et conseiller de M. Sarkozy, vient d'être nommé, de façon anticipée, à la tête du service.** Des fois que M. Sarkozy ne soit pas réélu...

La grève des urgences n'est pas directement liée à cette nomination mais à une situation récurrente. Mais elle est directement liée à la politique désastreuse que défend M. Juvin et qu'applique, par exemple, à la tête de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, l'ancien ministre PS Claude Evin, nommé dans la suite de l'adoption de la loi Bachelot de 2009 qui



planifie le démantèlement de l'AP-HP.

Dans toute la France, les batailles se multiplient pour défendre, ici un service, là un hôpital, là-bas les conditions de travail. En région parisienne, des luttes se poursuivent aux hôpitaux Tenon, Saint-Antoine, Charles Foix, à Mantes-la-Jolie, etc. Les usagers et populations se joignent de plus en plus aux salariés.

Cette résistance obtient des victoires locales, freine la déstructuration de l'offre publique de santé. La convergence de ces luttes en un mouvement national peut et doit inverser cette politique de casse.

Elle est d'autant plus importante qu'est programmé, après les élections, sous l'égide de l'UE, au nom de la crise et des « déficits », un plan d'hyper-austérité. En Grèce, l'hôpital public a été amputé de 40% de ses moyens depuis 3 ans !

**Communistes, nous apportons notre soutien total aux grévistes des urgences de l'HEGP et à leurs revendications.**

Nous continuons la lutte pour la suppression de la tarification à l'activité, pour l'abrogation de la loi Bachelot.

Nous exigeons la fin du scandale des exonérations de cotisations sociales patronales qui sapent le financement de toute la Sécurité sociale (30 milliards d'euros par an à comparer avec le « déficit » des hôpitaux publics, 423 millions d'euros en 2011, causé lui-même par 200 millions d'euros de gels de crédit).

Chaque lutte particulière construit la riposte d'ensemble !

## Avec l'UL CGT du 15<sup>ème</sup>, nous menons la bataille contre la fermeture des centres de Sécurité sociale

Assurés sociaux du 15<sup>ème</sup>, vous alliez, en cas de problème, rue Saint-Charles, rue des Volontaires, rue des Bergers, boulevard Lefebvre... à votre centre de sécurité sociale.

Un à un ces centres ont été rayés de la carte.

A chaque fois, on vous a renvoyés vers un autre centre, plus éloigné, avec moins de personnels disponibles, quand on ne vous a pas dirigé vers une plateforme d'appel téléphonique anonyme, impersonnelle, non adaptée au traitement de votre cas.

En 2005, il y avait 43 centres d'accueil à Paris. Il en reste 22. La suppression de 11 est à nouveau programmée. Pour les 15<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> arrondissements, 335.000 habitants, il n'en resterait plus qu'un seul (le centre historique place Adolphe Chérioux). Et pour combien de temps, dans quelles conditions d'accueil ?

Avec l'Union locale CGT et les syndicats de l'Assurance maladie, nous combattons le projet de fermeture du centre du 36/44 rue du Docteur Finlay. Des milliers de pétitions sont rassemblées.

Toute la population, chacun sont concernés, les valides, les malades, les titulaires de la CMU, les personnes âgées, personnes handicapées, celles et ceux dont la carte Vitale ne fonctionne pas etc.

La suppression des centres d'accueil n'est qu'un aspect de la politique globale de casse de la Sécurité sociale. Elle fait écho aux lois successives de démantèlement du système de retraite, de l'hôpital public et de remise en cause du financement solidaire par la cotisation sociale.

L'action contre les fermetures, en lien avec les personnels dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader, participe de la campagne générale pour la défense de la Sécurité sociale.

Communistes de la section du PCF Paris, nous nous y associons pleinement, dans l'intérêt immédiat des assurés, salariés, retraités du 15<sup>ème</sup>, comme dans la bataille générale contre la politique d'austérité des prochains président et gouvernement.

Texte du tract-pétition de l'Union locale CGT :

Depuis janvier 2009, il ne reste plus que deux centres de SECU dans le 15<sup>e</sup> arrondissement sur les six qui existaient précédemment : le centre Saint-Lambert, 3, place Adolphe Chérioux et le

centre Saint-Charles, 36 rue du docteur Finlay. Ce dernier reçoit, qui plus est, les assurés sociaux des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arrondissements.

**La direction de la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris a décidé de fermer le centre Saint-Charles, fin décembre 2012. Pourquoi ? Pour satisfaire aux exigences de « réduction des dépenses publiques ».**

Année après année, les directions de la CPAM de Paris ont validé et organisé la diminution des budgets de gestion, des effectifs et du fonctionnement des centres. Elles ont mis en œuvre des restructurations sans fin, des suppressions d'emplois, des concentrations des sites d'accueil du public substituant à l'accueil direct et humain des plateformes téléphoniques impersonnelles et inaccueillantes.

En 2007, 5 centres ont été fermés et 8 immeubles vendus. En 2008, 4 centres fermés et 3 immeubles vendus. Le nouveau schéma immobilier de 2011 prévoit la fermeture de 8 nouveaux centres à Paris – dont le centre Saint-Charles, 44, rue du Docteur Finlay dans le 15<sup>e</sup> et de 3 centres d'accueil spécialisés pour les bénéficiaires de l'aide médicale d'Etat ainsi que la vente de 8 immeubles, sans compter la fermeture des bureaux de l'Assurance maladie dans les hôpitaux de l'AP-HP.

Les centres de SECU de Paris accueillent quotidiennement 6000 assurés. Ils garantissent à chacun le maintien ou l'ouverture de ses droits lui permettant d'avoir accès aux soins et la prise en charge de ceux-ci (ouverture de droit, problème de mise à jour de la carte Vitale, un déménagement, une naissance, ouverture de droit à la CMU...). Versement d'une indemnité journalière. Dans bien des cas, ce sont les personnes les plus fragilisées (personnes âgées, personnes à mobilité réduite...) qui en ont le plus besoin.

Pour l'Union locale CGT 15<sup>e</sup>, au moment où les plans d'austérité frappent de plein fouet la population, le chômage augmente, la précarité se développe, les situations administratives des assurés sociaux se complexifient, la sécurité sociale doit pleinement remplir sa mission et garantir l'accès aux soins. Cela ne peut être possible avec un seul centre de SECU pour les 15<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissements qui comptent ensemble 335.500 habitants.

**NON à la fermeture des centres de Sécu ! Le centre Saint-Charles, doit être maintenu !**

*Le 8 mars, comme chaque année, les communistes du 15<sup>ème</sup> sont allés à la rencontre des salariées et salariés de l'hôpital Necker avec des fleurs pour la Journée internationale **des droits des femmes**.*

L'accueil de celles (et ceux) qui, habitant souvent en grande banlieue, travaillant dans de mauvaises conditions, a été très bon.

Le capitalisme sait utiliser toutes les différences, toutes les discriminations des femmes, pour opposer les salariés les uns aux autres, renforcer son exploitation.

Gardes d'enfant, travail à temps partiel, annuités pour la retraites, réversion,... communistes, nous allons au fond de ces problèmes loin de la démagogie sociétale sur la « parité » dans les conseil d'administration des entreprises. Notre problème n'est pas que Mme. Parisot soit à la tête du MEDEF plutôt qu'un homme mais que les conditions de travail soient meilleures pour tous.

# TOTAL, GDF, EDF, NOS FACTURES SONT LEURS PROFITS !

En complément de notre tract [énergie/Grand froid avec nos propositions, baisse immédiate des tarifs, renationalisation, rejet des directives européennes...](#)

**TOTAL : 12,3 milliards d'euros de profits pour 2011** (5,1 milliards d'euros de dividendes donnés à ses actionnaires tout en fermant les sites français de raffinerie). Les prix du fioul et de l'essence flambent.

**GDF-SUEZ : 3,5 milliards d'euros de profits pour 2011. Hausse des tarifs du gaz: + 66,8% entre 2005 et 2012**

Le gouvernement a réussi le tour de passe-passe de promettre un gel des prix en 2011 avant de les augmenter de 4,4% au 1<sup>er</sup> janvier 2012 en reportant la responsabilité sur... le Conseil d'Etat !

Rien dans l'évolution des contrats d'approvisionnement, tous à long terme, ne saurait justifier les hausses. Au contraire, GDF-Suez a annoncé en janvier 2012 les avoir « renégociés » pour déconnecter les prix des cours du pétrole et prévoit « une baisse significative des coûts d'importation ». Encore pour la poche des actionnaires ?

Les 3 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires en 2011 représentent 600 euros par foyer abonné se chauffant au gaz !

**EDF : 5 milliards d'euros de profits en 2011 sans compter le coût, le gâchis, de ses rachats d'entreprises à l'étranger.**

**Hausse des tarifs de l'électricité : + 20% depuis 2005. + 30% annoncé d'ici 2015!**

**Le pouvoir et l'UE préparent de nouvelles hausses aussi vertigineuses qu'injustifiées. Ils conditionnent l'opinion dans ce sens.**

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) est une instance créée en 2000 (par la gauche plurielle) pour organiser en France la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz, suivant les directives européennes. Ni « neutre », ni « indépendante », mais directement liée aux trusts du secteur, la voilà qui affirme que les tarifs devraient augmenter de 30% d'ici 2016 ! Rien de moins.

**Dans le même objectif d'intoxication, le pouvoir et ses relais (qu'ils s'affichent pro comme anti-nucléaires) exploitent cyniquement le séisme de Fukushima.**

Les estimations avancées du coût des nouvelles mesures de sûreté et de la prolongation de l'exploitation des centrales leur donnent l'occasion d'agiter des montants énormes. Ils prennent garde de ne jamais les replacer dans le temps (des décennies) et de ne pas les confronter aux coûts des autres modes de production. La Cour des comptes s'est, entre autres, livrée à cette opération fin janvier.

Fukushima permet aussi d'accélérer le développement du marché qui s'annonce juteux des énergies renouvelables pour lesquelles on *prépare aussi l'opinion* à accepter des surcoûts.

La question de fond, après Fukushima, est soigneusement évitée : la nécessité d'une renationalisation intégrale de la filière nucléaire et de la production d'électricité à partir des énergies renouvelables.

**Qu'est-ce qui justifie réellement cette augmentation voulue des tarifs ? Réponse : la recherche du profit et rien d'autre !**

Les bénéfices et les dividendes d'EDF ont été multipliés par 10 depuis 2004. Pour 2010, 2,1 milliards d'euros a été distribués en dividendes, dont 1,7 milliard pour l'Etat, ce qui constitue – pour l'instant - un impôt déguisé particulièrement injuste. 5 milliards d'euros de bénéfices ont été annoncés pour 2011.

Le gâchis financier est aggravé par les opérations financières « capitalistiques » engagées par EDF pour racheter des concurrents dans le monde entier.

**Tout cet argent devrait servir à l'investissement et il n'est nul besoin d'augmenter les tarifs !**

La logique de la loi « Nouvelle organisation du marché de l'électricité » (NOME), votée l'an dernier, à la suite d'une directive européenne soutenue par la droite et la gauche, prépare l'inverse. Les marchands privés pourront acheter au prix quasi-coûtant de l'exploitation l'électricité nucléaire d'EDF. Ils pourront la revendre plus cher et profiter des lourds investissements passés sans être contraints d'investir pour l'avenir. Les prix réglementés monteront d'autant pour faire payer à nouveau les usagers.

Depuis que la privatisation d'EDF a commencé, jamais les services n'ont coûté aussi cher, jamais les conditions de travail des électriciens (et gaziers) n'ont été aussi dégradées, jamais les coupures n'ont été aussi fréquentes. La Bretagne et la Provence toutes entières sont sous la menace d'un black-out complet comme ce qu'ont connu des millions de Californiens encore en 2011.

C'est ça le progrès ?



## Travailleurs français, solidarité avec le peuple grec face à l'ennemi commun : la BCE, l'UE du capital et les gouvernements à leur solde

Voilà deux ans que la BCE, l'UE et le FMI sont « au chevet » de la Grèce, que Merkel ou Sarkozy donnent des leçons au peuple grec, que les gouvernements grecs successifs se défont.

Le résultat est dramatique. Les salaires et les retraites ont été amputés de 20 à 40%. Les services de santé sont complètement désorganisés. Des enfants vont à l'école sans avoir mangé. Un tiers de la population se retrouve sous le seuil officiel de pauvreté. La jeunesse qualifiée ne trouve pas d'autre voie que l'exil.

Pourtant, malgré ces sacrifices, la dette publique, ce prétexte à la casse des acquis sociaux et démocratique, ne cesse encore de se creuser. Quoi de plus logique ? Les intérêts des financiers enflent toujours. L'économie est paralysée. Les salariés, les retraités, à qui on demande de payer la crise, n'y sont pour rien !

**Devant une telle injustice, devant le pillage du pays, le peuple grec exprime de plus en plus fortement sa colère. Le pouvoir a de plus en plus de mal à la contenir.** Les organisations syndicales réformistes (socio-démocrates) sont dépassées. Les agents provocateurs incendient le centre d'Athènes pour préparer une répression violente, pendant que le gouvernement réorganise l'armée. Mais les capitalistes européens sont-ils prêts à cela ? Quel effet une telle répression pourrait-elle avoir dans les autres pays de l'UE ?

**Travailleurs français, nous sommes directement concernés par ce qui se passe en Grèce. L'UE du capital a besoin de faire un exemple en saignant le peuple grec. Il s'agit de préparer les plans de super-austérité dans les autres pays dont la France.**

L'UE, avec son instrument l'euro, soutenue par les capitalistes grecs, a contribué à ruiner le pays. La production nationale a été écrasée par la concurrence des pays plus développés (zone euro) ou à monnaie faible (Turquie). Les gouvernements, de gauche et de droite, ont été encouragés à recourir à l'endettement pour compenser les cadeaux inouïs consentis aux arma-

teurs et autres capitalistes grecs dont les rejets peuplent les luxueuses stations de sport d'hiver de Suisse ou de France, pendant que leurs compatriotes sont dans la rue.

Depuis le début de la « crise financière » en 2008, la Grèce, pays plus fragile, avec un Etat et une démocratie plus faibles, est plus précocement et plus durement frappée. Mais les capitalistes, avec l'UE, visent tous les pays européens, dont la France.

**Au nom de la dette publique, en Italie, un nouveau gouvernement non élu, soutenu par la droite et par la gauche opère des reculs sociaux, comme la casse du contrat de travail, que le repoussoir Berlusconi ne pouvait pas commettre.** Idem en pire au Portugal ou en Espagne où la gauche a préféré avancer les élections pour passer la main à la droite. En France, la situation est gelée par les élections mais la prochaine majorité, quelle qu'elle soit, aura la même tâche. La dérive à droite du débat électoral, marqué par le consensus européen droite-gauche, l'annonce. Souvenons-nous que les socialistes de Papandréou ont gagné les élections en Grèce en 2008 sur la promesse d'une augmentation des salaires de 5%...

C'est pour cela qu'ils ont un problème avec la Grèce. C'est une raison supplémentaire pour être solidaires des travailleurs grecs et de leurs organisations les plus conséquentes, le Parti communiste (KKE) et le mouvement syndical PAME.

Les capitalistes ont besoin de l'euro pour enfermer les peuples dans les plans d'austérité, pour leur imposer le Traité de Maastricht à perpétuité.

L'idée même que le peuple grec, qu'un seul peuple, puisse rejeter l'euro et l'UE par référendum, dans la période, était inacceptable pour les eurocrates. Merkel et Sarkozy ont fait annuler le projet de référendum que Papandréou avait trouvé pour se sortir d'une situation politique intenable.

Ils ont imposé un nouveau premier ministre, un financier, en bafouant la démocratie grecque.

S'ils doivent faire la part du feu, laisser la Grèce sortir de l'euro, ce doit être en accusant les Grecs d'être « indignes de l'euro » et surtout pas de les laisser exprimer leur rejet de la monnaie de l'UE du capital. Les autres peuples pourraient suivre la même réflexion.

**En Grèce, plus visiblement qu'ailleurs, est apparue la connivence totale de la droite et de la gauche pour enfoncer le pays dans l'intérêt des capitalistes européens.** D'ici les élections générales d'avril, le pouvoir a du mal à trouver une coalition d'alternance, de droite ou de « gauche » qui puisse continuer à défendre l'UE du capital, tenter de la réhabiliter pour que sa domination perdure.

**Communistes français, nous appelons, plus que jamais, à la solidarité avec les travailleurs grecs. Notre ennemi commun est l'UE du capital et les forces politiques qui la soutiennent : droite UMP, gauche PS et leurs satellites.**

**Remise en cause de l'UE et de son instrument l'euro ! Non au projet de nouveau traité européen ! Abrogation du traité de Maastricht !**